

# RAPPORT ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026



# INTRODUCTION

## **Rappels législatifs et réglementaires sur le Débat sur les Orientations Budgétaires (DOB) et le Rapport sur les Orientations Budgétaires (ROB).**

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (Art. L.2312-1, L.3312-1, L.4312- 1, L.5211-36 et L5622-3 du CGCT).

Délai : 10 semaines précédant l'examen du budget pour toutes les collectivités et tous les établissements en M57. Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget

Le rapport doit être communiqué aux membres des assemblées délibérantes en vue du débat d'orientation budgétaire, au minimum 5 jours avant la réunion pour les conseillers municipaux.

## **1. Un contexte économique, financier et politique incertain**

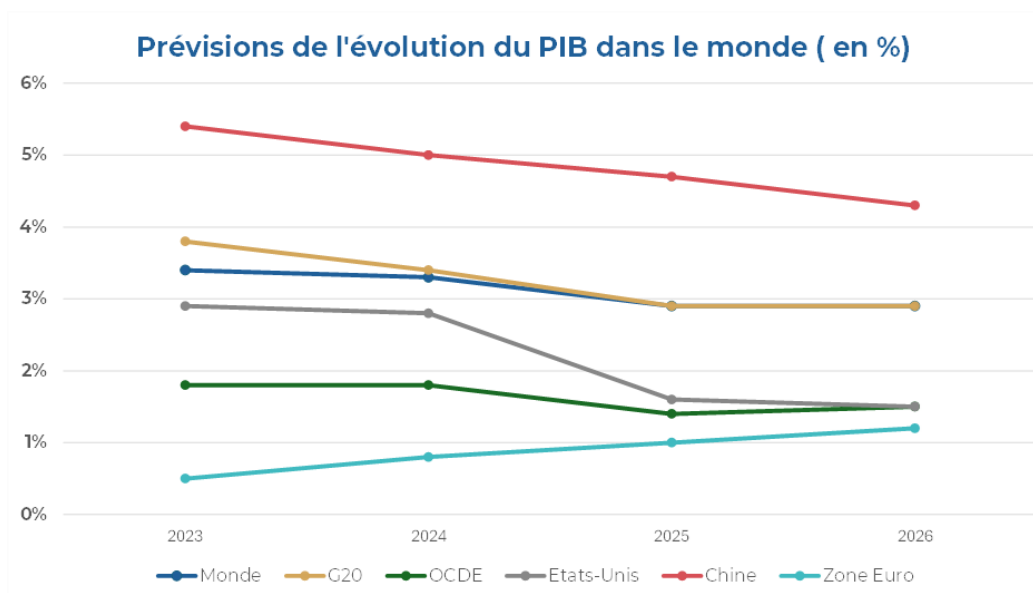
### **1.1 Une croissance mondiale atone et une économie française en demi-teinte**

Après le rebond marqué de l'activité en 2021 et 2022, la croissance mondiale a progressivement ralenti sous l'effet du resserrement monétaire et du maintien de prix énergétiques élevés. Les prévisions de l'OCDE et du FMI confirment cette tendance : la croissance mondiale, qui s'élevait à 3,3 % en 2024, devrait ralentir à 2,9 % en 2025 et 2026, un niveau inférieur à la moyenne observée avant la crise sanitaire.

Les trajectoires régionales demeurent contrastées : l'Allemagne reste pénalisée par la hausse des coûts de l'énergie et par les tensions industrielles, tandis que l'Espagne bénéficie encore du dynamisme de son secteur touristique et de l'apport des fonds européens.

Hors zone euro, les États-Unis voient leur croissance ralentir fortement (de 2,8 % en 2024 à 1,4 % en 2025), tandis que la Chine et l'Inde demeurent des moteurs, bien que la croissance chinoise s'essouffle (4,3 % attendus en 2026, contre 5,4 % en 2023).

À ces fragilités conjoncturelles s'ajoute une instabilité accrue des échanges internationaux. La hausse des tarifs douaniers et les tensions commerciales pèsent sur le commerce mondial : l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avait anticipé une croissance des échanges de 2,4 % en 2025, avant une légère baisse à 1,8 % en 2026. Ces perspectives, incertaines et marquées par une volatilité accrue des marchés, renforcent le climat d'incertitude économique à moyen terme.



Source : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE, VOLUME 2025

Dans ce contexte international marqué par un ralentissement général et des tensions commerciales, l'économie française affiche un rythme de progression limité. Selon la Banque de France, le produit intérieur brut a progressé de 0,9 % en 2025 et de 1 % en 2026.

Cette trajectoire, légèrement inférieure à la moyenne de la zone euro, reflète la fragilité structurelle de l'économie française. Le déficit commercial conserve un niveau important, et sera pénalisé par le coût élevé des importations énergétiques et par la hausse des tarifs douaniers américains. L'investissement privé demeure contraint par des conditions de financement resserrées et par un climat d'incertitude durable sur les marchés mondiaux.

Si une reprise plus soutenue est attendue à partir de 2027, la croissance française reste à ce stade en deçà de son potentiel de long terme, confirmant un positionnement dans la moyenne basse de la zone euro et une dépendance accrue aux aléas conjoncturels extérieurs.

## 1.2 Une inflation sous contrôle mais aux effets persistants

La poussée inflationniste déclenchée par la crise énergétique et la guerre en Ukraine s'est progressivement estompée.

En France, l'inflation est repassée sous le seuil de 2 % à l'été 2025, conformément à l'objectif de stabilité des prix poursuivi par la Banque centrale européenne. Elle s'établirait ainsi à 0,9 % en 2025, selon les estimations de l'INSEE et de la Banque de France, avant de connaître une remontée modérée à 1,4 % en 2026.

## POINTS CLÉS DES PROJECTIONS FRANCE EN MOYENNE ANNUELLE

	2024	2025	2026	2027	2028
<b>PIB réel</b>	<b>1,1</b>	<b>0,9 (0,8)</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>
	<i>0,0</i>	<i>0,2 (0,1)</i>	<i>0,1</i>	<i>- 0,1</i>	<i>-</i>
<b>IPCH</b>	<b>2,3</b>	<b>0,9</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,8</b>
	<i>0,0</i>	<i>- 0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>- 0,5</i>	<i>-</i>
<b>IPCH hors énergie et alimentation</b>	<b>2,3</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>
	<i>0,0</i>	<i>- 0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-</i>
<b>Taux de chômage (BIT, France entière, % de la population active)</b>	<b>7,4</b>	<b>7,6</b>	<b>7,8</b>	<b>7,6</b>	<b>7,4</b>
	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-</i>

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire. Les révisions par rapport à la prévision de septembre 2025, fondée sur les comptes trimestriels du 29 août 2025, sont indiquées en italique, calculées en points de pourcentage et sur des chiffres arrondis.

Pour 2025, la projection de croissance du PIB réel est indiquée sur la base des dernières informations disponibles (enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France publiée le 9 décembre 2025). Le chiffre entre parenthèses correspond à la projection réalisée pour l'Eurosystème et finalisée le 3 décembre 2025, avant la publication de l'enquête mensuelle de décembre.

Cette normalisation constitue un signal positif pour l'économie, mais les effets passés de l'inflation continuent de peser sur les budgets locaux : les revalorisations successives du point d'indice en 2022 et 2023, la hausse durable des coûts salariaux, ainsi que le renchérissement des travaux publics et de l'énergie. Ces charges supplémentaires, désormais structurelles, ont réduit les marges de manœuvre financières des collectivités.

### 1.3 Des taux d'intérêt durablement élevés, un coût accru pour la dette publique et locale

Le retournement du cycle monétaire engagé à partir de 2022 a profondément modifié l'environnement financier. Afin de contenir l'inflation, la Banque centrale européenne a relevé ses taux directeurs à des niveaux inédits depuis la création de l'euro. Le taux de la facilité de dépôt, qui était négatif en 2021, a atteint 4 % en 2023, avant d'être progressivement abaissé à compter de juin 2024. Depuis le 11 juin 2025, le taux de dépôt est fixé à 2,00 % et demeure inchangé à la date du présent rapport, traduisant une phase de stabilisation de la politique monétaire dans un contexte de normalisation de l'inflation.

Les taux longs demeurent cependant à un niveau supérieur à celui observé avant la crise inflationniste, autour de 3 % pour l'OAT à 10 ans. Cette prime de risque reflète à la fois l'importance du déficit et de la dette publics en France, ainsi que l'incertitude budgétaire nationale. Pour l'État comme pour les collectivités, il en résulte un financement plus coûteux, réduisant les capacités de financement bancaires.

### 1.4 Les dynamiques récentes des finances locales

Le dernier rapport de la Cour des comptes souligne une situation contrastée des finances locales françaises.

En 2024, les recettes se sont établies à 258,2 Mds €, en progression de +2,7 % par rapport à 2023, contre +3,4 % l'année précédente. Cette décélération s'explique principalement par le ralentissement de la dynamique fiscale. D'un côté, les impôts directs ont continué de croître, portés par la revalorisation des bases indexées sur l'inflation (+3,9 % en 2024 après +7,1 % en 2023). De l'autre, la TVA, qui constitue la principale recette fiscale des EPCI, est demeurée quasi stable en 2024, freinant ainsi la progression globale des recettes.

Les dépenses, quant à elles, poursuivent une dynamique plus soutenue. Elles atteignent 220 Mds € en 2024, en hausse de +4,1 % sur un an. Le bloc communal enregistre la progression la plus marquée (+4,8 %), tirée avant tout par la hausse de la masse salariale. Les charges de personnel représentent le premier poste budgétaire des communes.

Cette évolution divergente entre recettes et dépenses fragilise l'épargne des collectivités. Le taux moyen d'épargne brute s'élève à 14,6 % en 2024, en baisse de -7,5 % par rapport à 2023, soit une perte globale estimée à 1,8 Md €, pour un montant total de 37,7 Mds €. L'épargne nette s'établit à 20,7 Mds €, en recul de -8,9 %.

Malgré ce repli, l'investissement reste dynamique. Celui-ci est porté par plusieurs facteurs : le cycle électoral, le financement de la transition énergétique et écologique, ainsi que les compétences nouvelles, en particulier dans le domaine des transports pour les régions.

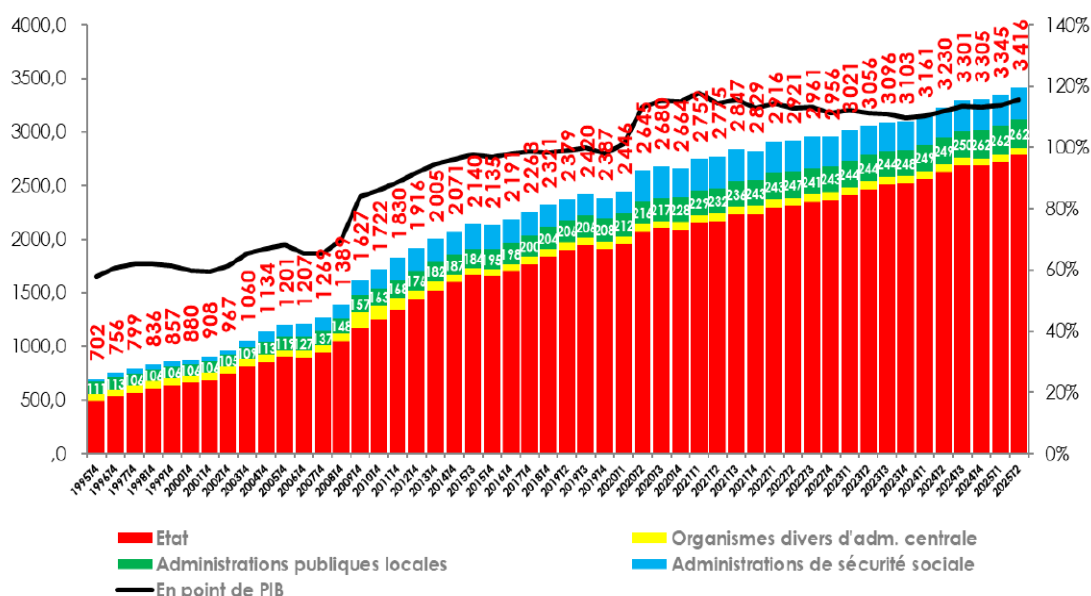
Toutefois, la progression des recettes d'investissement demeure insuffisante pour couvrir la croissance des dépenses d'équipement. Le taux d'autofinancement chute de manière notable, passant de 76,4 % en 2022 à 64 % en 2024. Pour combler cet écart, les collectivités ont eu recours à un endettement accru, portant l'encours de dette à 194,5 Mds € en 2024. La capacité moyenne de désendettement reste néanmoins contenue à 5,2 ans, niveau globalement maîtrisé mais qui masque des disparités importantes.

Ces disparités sont particulièrement visibles entre strates de collectivités. Les communes affichent un taux d'épargne brute de 14,8 %, tandis que celui des EPCI atteint 19,7 %. Toutefois, au sein du bloc communal, le nombre de collectivités présentant une épargne nette négative et une capacité de désendettement supérieure à 12 ans est en augmentation. Globalement, la situation du bloc communal demeure favorable, mais certains signaux appellent à la vigilance.

À compter de 2026, les collectivités locales seront davantage sollicitées dans le cadre de l'effort de redressement des finances publiques. Outre la stabilisation annoncée des concours financiers de l'État (hors péréquation), plusieurs mécanismes risquent de peser sur leurs équilibres budgétaires.

## 1.5 La dette publique

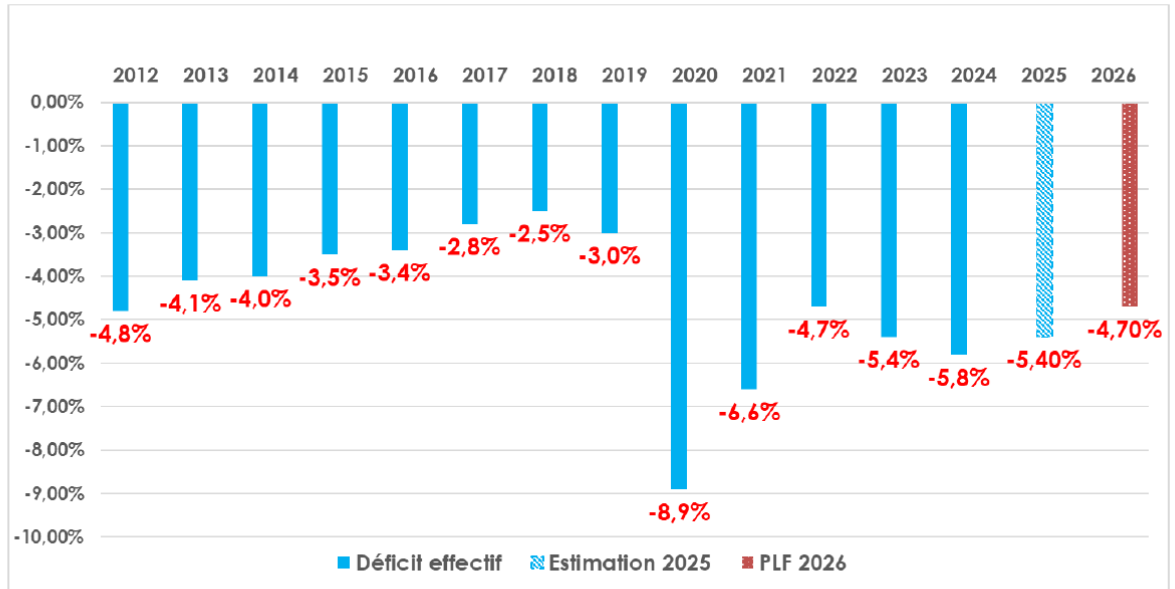
### LA DETTE PUBLIQUE 1995 – 2025 – EN MDS €



A la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre 2025, la dette publique représentait 116 % du PIB, tandis que le déficit public devrait s'établir à -5,4 % du PIB fin 2025.

## 1.6 Evolution du déficit public structurel

### ÉVOLUTION DU DEFICIT PUBLIC STRUCTUREL - EN % DU PIB

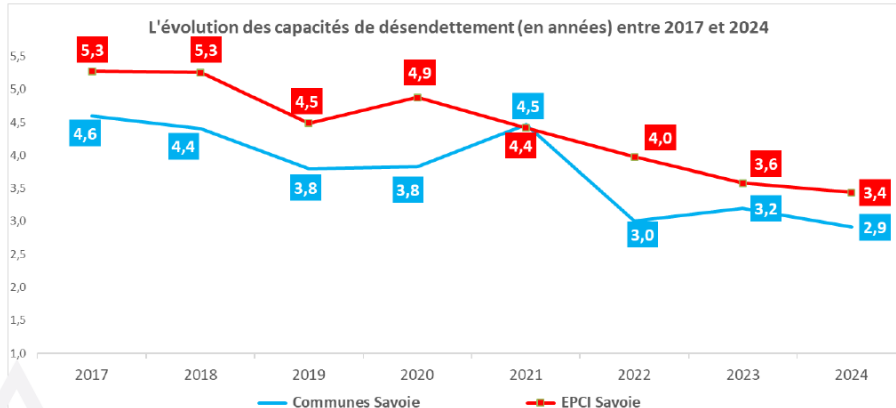


Le PLF 2026 prévoit un déficit qui s'améliore remontant à - 4,7 % du PIB en 2026.

## 1.7 La capacité de désendettement et la situation financière des communes de Savoie

### LA CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT DES COMMUNES ET EPCI EN SAVOIE

**Capacité de désendettement** = nombre d'années qu'il faut à la collectivité pour rembourser tout son stock de dette si elle y consacre toute son épargne brute de fonctionnement.  
Elle doit se situer en dessous de 10-12 ans.



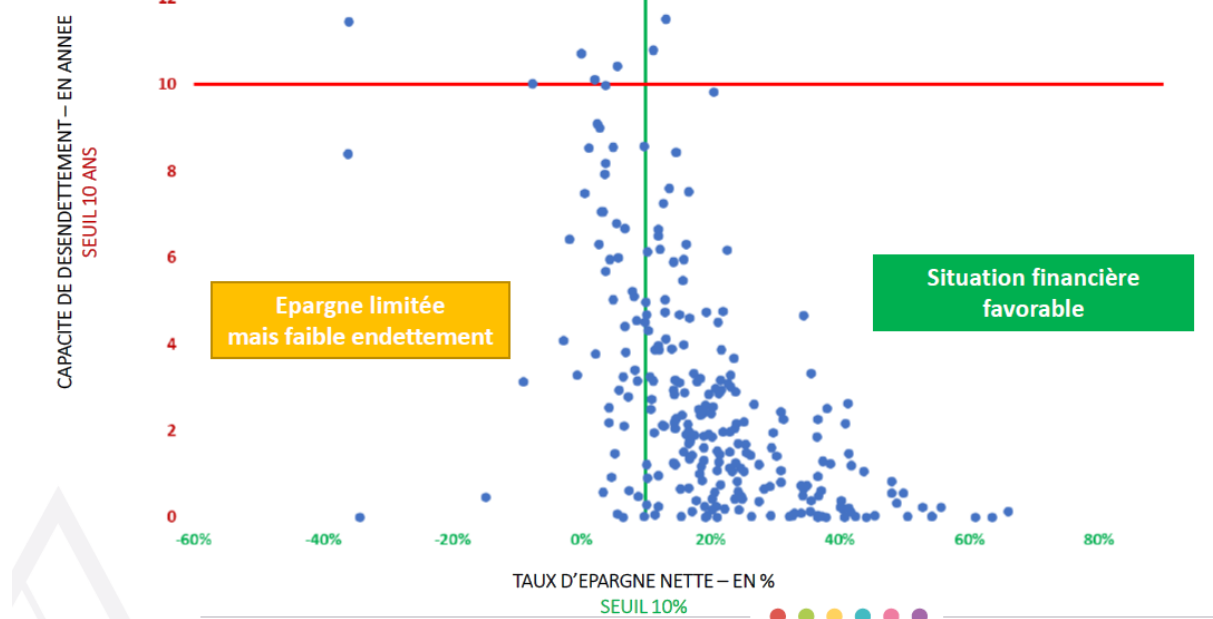
La capacité de désendettement s'est améliorée sur toute la période et notamment depuis le début du mandat 2020.

La capacité de désendettement à l'échelle de la Savoie est inférieure à 4 ans, ce qui témoigne d'une situation d'ensemble favorable.

Pour rappel, le bloc local a bénéficié de recettes dynamiques entre 2022 et 2024 :

- 2022 : fraction de TVA très dynamique pour les EPCI (+9,6%)
- 2023 et 2024, dynamisme des bases fiscales (7,1% / 3,9%) pour les communes et EPCI.

# LA SITUATION FINANCIÈRE DES COMMUNES EN SAVOIE



## Constat fin 2024 :

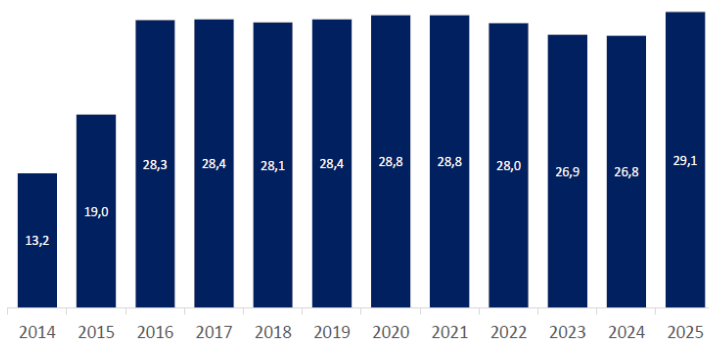
24 communes étaient en situation «difficile» en 2024 (contre 8 en 2023), 48 communes se trouvaient en situation «fragile» (contre 65 en 2023). La majeure partie des communes, soit 199 sur un total de 273, présente des ratios favorables.

## 1.8 Zoom sur le FPIC (Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales)

### LE FPIC

*Evolution départementale*

Evolution du prélèvement FPIC en Savoie entre 2014 et 2025 (en millions d'euros)



#### Au niveau national

Enveloppe est stabilisée à 1 milliard d'euros depuis 2016.

#### En Savoie

Les 18 ensembles intercommunaux font partis des plus favorisés à l'échelle nationale et sont donc contributeurs.

**Ils seront tous prélevés en 2025.**

**Après 3 années de diminution sur la période post-covid, le FPIC est reparti en forte augmentation en Savoie en 2025 (+ 9 % en moyenne par rapport à 2024 pour les territoires de Savoie) !**

Source AGATE pour les données relatives à la Savoie



## 2. Compte financier 2025 provisoire du budget principal de la commune de Porte-de-Savoie

### 2.1 Les recettes de fonctionnement

Des recettes de fonctionnement qui stagnent :

- Les produits des impôts sont inférieurs aux prévisions budgétaires
- Les dotations et participations sont en hausse uniquement grâce au versement d'une participation de l'Etat pour la petite enfance qui devra être reversée à la CCCDS
- Au total les recettes de fonctionnement sont en augmentation grâce aux cessions immobilières (129 k €), notamment la maison Viboud rue de la Combe à Francin

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)
013	Atténuations de charges	25 000,00	69 235,97
016	APA	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	472 000,00	452 667,98
73	Impôts et taxes (sauf 731)	1 063 000,00	1 022 107,10
731	Fiscalité locale	1 584 000,00	1 579 502,44
74	Dotations et participations	548 500,00	577 379,54
75	Autres produits de gestion courante	132 000,00	144 230,74
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>3 824 500,00</b>	<b>3 845 123,77</b>
76	Produits financiers	0,00	4 230,64
77	Produits spécifiques	0,00	129 013,49
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles et mixtes</b>		<b>3 824 500,00</b>	<b>3 978 367,90</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (2)	17 392,20	96 333,67
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre (3)</b>		<b>17 392,20</b>	<b>96 333,67</b>
<b>Total des recettes de fonctionnement de l'exercice</b>		<b>3 841 892,20</b>	<b>4 074 701,57</b>
<b>002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>909 788,77</b>	
<b>Total des recettes de la section de fonctionnement</b>		<b>4 751 680,97</b>	<b>4 074 701,57</b>

## 2.2 Les dépenses de fonctionnement

Des dépenses de fonctionnement maîtrisées :

- Les réalisations restent inférieures aux prévisions, notamment au niveau des charges de personnel.
- Augmentation du chapitre 014 à cause du paiement de l'amende au titre de la loi SRU à partir de l'année 2025.

Chapitre - Dépenses	Libellé	réalisé 2024	voté 2025	réalisé 2025
11	Charges à caractère général	1 729	1 250	1 224
12	Charges de personnel	1 481	1 723	1 610
14	Atténuation de produits	37	73	72
65	Autres charges de gestion courante	425	451	435
66	Charges financières	29	26	26
67	Charges spécifiques	-	5	4
68	Dotations aux provisions	-	-	-
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>3 701</b>	<b>3 529</b>	<b>3 372</b>

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis
011	Charges à caractère général (3)	1 250 000,00	1 224 065,48
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	1 723 410,00	1 610 440,43
014	Atténuations de produits	73 000,00	72 325,78
016	APA	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	451 370,00	434 739,34
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>3 497 780,00</b>	<b>3 341 571,03</b>
66	Charges financières	26 150,97	24 318,17
67	Charges spécifiques	5 000,00	4 391,95
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	630,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles et mixtes</b>		<b>3 529 560,97</b>	<b>3 370 281,15</b>
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>	<i>1 041 721,47</i>	
042	<i>Opérations ordre transf. entre sections (2)</i>	<i>180 398,53</i>	<i>385 724,83</i>
043	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)</b>		<b>1 222 120,00</b>	<b>385 724,83</b>
<b>Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice</b>		<b>4 751 680,97</b>	<b>3 756 005,98</b>
<b>002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>	
<b>Total des dépenses de la section de fonctionnement</b>		<b>4 751 680,97</b>	<b>3 756 005,98</b>

## 2.3 Les recettes d'investissement

Baisse significative des recettes d'investissement :

- Baisse des subventions de l'Etat
- Difficultés de recouvrement de la taxe d'aménagement  
(problème national lié notamment au transfert de cette mission de la DDT vers la DGFIP)

Les principales recettes d'investissement sont :

- Les excédents reportés
- Le virement de la section de fonctionnement
- Le FCTVA

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	690 950,00	231 705,60	33,53	21 190,80
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	1 176,05	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	690 000,00	223 829,03	32,44	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	500 000,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	30 000,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>1 910 950,00</b>	<b>456 710,68</b>	<b>23,90</b>	<b>21 190,80</b>
021	Virement de la section de fonctionnement (3)	1 041 721,47			
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	180 398,53	385 724,83	213,82	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	1 945 288,14	1 858 824,07	95,56	0,00
<b>Total des recettes d'ordre en investissement</b>		<b>3 167 408,14</b>	<b>2 244 548,90</b>	<b>70,86</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'investissement de l'exercice</b>		<b>5 078 358,14</b>	<b>2 701 259,58</b>	<b>53,19</b>	<b>21 190,80</b>
001	Solde d'exécution positif reporté	1 212 780,78			
<b>Total des recettes de la section d'investissement</b>		<b>6 291 138,92</b>	<b>2 701 259,58</b>		<b>21 190,80</b>

## 2.4 Les dépenses d'investissement

- Des dépenses d'ordre importantes correspondant à l'intégration dans l'actif des biens issu du legs Viboud
- L'essentiel des dépenses réelles correspond aux opérations d'équipement :
  - l'aménagement de la RD 12
  - la pose de panneaux photovoltaïques sur les écoles
  - le début des travaux de la route de Seloge

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	300 990,51	144 245,39	47,92	69 297,44
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	3 751 918,07	1 177 490,49	31,38	276 916,21
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>4 052 908,58</b>	<b>1 321 735,88</b>	<b>32,61</b>	<b>346 213,65</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	500,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	115 000,00	111 585,34	97,03	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	50,00	50,00	100,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	130 000,00	116 969,68	89,98	0,00
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>245 550,00</b>	<b>228 605,02</b>	<b>93,10</b>	<b>0,00</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	30 000,00	10 627,15	35,42	19 372,85
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>4 328 458,58</b>	<b>1 560 968,05</b>	<b>36,06</b>	<b>365 586,50</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	17 392,20	96 333,67	553,89	0,00
041	Opérations patrimoniales (5)	1 945 288,14	1 858 824,07	95,56	0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre en investissement</b>	<b>1 962 680,34</b>	<b>1 955 157,74</b>	<b>99,62</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses d'investissement de l'exercice</b>	<b>6 291 138,92</b>	<b>3 516 125,79</b>	<b>55,89</b>	<b>365 586,50</b>
001	Solde d'exécution négatif reporté	0,00			
	<b>Total des dépenses de la section d'investissement</b>	<b>6 291 138,92</b>	<b>3 516 125,79</b>		<b>365 586,50</b>

## 2.5 Calcul du résultat provisoire de l'exercice 2025

<b>AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT</b>	
<b>Résultat de fonctionnement</b>	
<u>A. Résultat de l'exercice</u> précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	316 862,79
<u>B. Résultats antérieurs reportés</u> ligne 002 du compte administratif précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	909 788,77
<b>C Résultat à affecter</b> <b>= A. + B. (hors restes à réaliser )</b> <b>(si C. est négatif, report du déficit ligne D 002 ci-dessous)</b>	<b>1 226 651,56</b>
<b>Solde d'exécution de la section d'investissement</b>	
<u>D. Solde d'exécution cumulé d'investissement</u> (précédé de + ou -) D 001 (si déficit) R 001 (si excédent)	397 914,57
<u>E. Solde des restes à réaliser d'investissement (3)</u> ( précédé du signe + ou - ) Besoin de financement Excédent de financement (1)	-344 395,70
<b>Besoin de financement F. = D. + E.</b>	<b>0,00</b>
<b>AFFECTATION =C. = G. + H.</b>	<b>1 226 651,56</b>
<b>1) Affectation en réserves R1068 en investissement</b> G. = au minimum couverture du besoin de financement F	<b>0,00</b>
<b>2) H. Report en fonctionnement R 002 (2)</b>	<b>1 226 651,56</b>
<b>DEFICIT REPORTE D 002 (4)</b>	

### 3. Compte financier 2025 provisoire du budget annexe de l'Eau

#### 3.1 Dépenses d'exploitation

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)
Chapitre 011	Charges à caractère général	169 400,00	166 010,71
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	25 000,00	16 281,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	45 000,00	37 361,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	3 010,00	1 315,43
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>242 410,00</b>	<b>220 968,14</b>
Chapitre 66	Charges financières	40 078,42	31 773,56
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	10 000,00	
<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>		<b>293 488,42</b>	<b>252 741,70</b>
Chapitre 023	Virement à la section d'investissement	263 093,10	
Chapitre 042	Opérat° ordre transfert entre sections (3)	71 894,61	71 894,61
Chapitre 043	Opérat° ordre intérieur de la section (3)	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>		<b>334 987,71</b>	<b>71 894,61</b>
<b>Total des dépenses d'exploitation de l'exercice</b>		<b>628 476,13</b>	<b>324 636,31</b>
<b>002 Résultat d'exploitation reporté</b>		<b>0,00</b>	
<b>Total des dépenses de la section d'exploitation</b>		<b>628 476,13</b>	<b>324 636,31</b>

### 3.2 Recettes d'exploitation

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	483 000,00	547 931,14
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	488,02
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>483 000,00</b>	<b>548 419,16</b>
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	1 000,00	6 520,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	1 798,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>		<b>485 798,00</b>	<b>554 939,16</b>
Chapitre 042	Opérat° ordre transfert entre sections (3)	16 000,30	16 000,30
Chapitre 043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>		<b>16 000,30</b>	<b>16 000,30</b>
<b>Total des recettes d'exploitation de l'exercice</b>		<b>501 798,30</b>	<b>570 939,46</b>
<b>002 Résultat d'exploitation reporté</b>		<b>126 677,83</b>	
<b>Total des recettes de la section d'exploitation</b>		<b>628 476,13</b>	<b>570 939,46</b>

### 3.3 Dépenses d'investissement

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	10 000,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	11 168,73	4 132,40
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	1 688 950,96	1 281 894,11
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>1 710 119,69</b>	<b>1 286 026,51</b>
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	32 499,99	32 499,99
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00	
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>32 499,99</b>	<b>32 499,99</b>
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>1 742 619,68</b>	<b>1 318 526,50</b>
Chapitre 040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	16 000,30	16 000,30
Chapitre 041	Opérations patrimoniales (6)	281 693,21	281 693,21
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>297 693,51</b>	<b>297 693,51</b>
<b>TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b>		<b>2 040 313,19</b>	<b>1 616 220,01</b>
<b>001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté</b>		<b>432 990,15</b>	
<b>TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>2 473 303,34</b>	<b>1 616 220,01</b>

### 3.4 Recettes d'investissement

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	1 300 000,00	1 300 000,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	556 622,42	556 622,42
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)(2)	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>1 856 622,42</b>	<b>1 856 622,42</b>
Chapitre 021	Virement de la section d'exploitation (4)	263 093,10	
Chapitre 040	Opérat* ordre transfert entre sections (5)	71 894,61	71 894,61
Chapitre 041	Opérations patrimoniales (6)	281 693,21	281 693,21
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>616 680,92</b>	<b>353 587,82</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b>		<b>2 473 303,34</b>	<b>2 210 210,24</b>
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	
<b>TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>2 473 303,34</b>	<b>2 210 210,24</b>

- Une année de transition avec la délégation du service public de l'Eau à VEOLIA depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2025
- Des recettes d'exploitation en augmentation à cause de la facturation de la totalité de l'année 2025 avant transfert au délégataire
- Des dépenses d'investissement importantes avec la réalisation des travaux de restructuration sur le réseau d'eau potable
- Le recours à un emprunt sur 30 ans à hauteur d'1,3 M
- La fin de l'autonomie financière du budget annexe par rapport au budget principal

### 3.5 Calcul du résultat

<b>AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	
<b>a. Résultat de l'exercice</b> précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	237 998,29
<b>dont b. Plus values nettes de cession d'éléments d'actif :</b>	0,00
<b>c. Résultats antérieurs reportés</b>	126 677,83
D 002 du compte administratif (si déficit) R 002 du compte administratif (si excédent)	
<b>Résultat à affecter : d. = a. + c. (1)</b> (si d. est négatif, report du déficit ligne D 002 ci-dessous)	<b>364 676,12</b>
<b>Solde d'exécution de la section d'investissement</b>	
<b>e. Solde d'exécution cumulé d'investissement</b> ( précédé du signe + ou - )	161 000,08
D 001 (si déficit) R 001 (si excédent)	
<b>f. Solde des restes à réaliser d'investissement</b> ( précédé du signe + ou - )	0,00
<b>Besoin de financement = e + f</b>	<b>0,00</b>
<b>AFFECTATION (2) = d.</b>	<b>364 676,12</b>
<b>1) Affectation en réserves R 1064 en investissement pour le montant des plus-values nettes de cession d'actifs (correspond obligatoirement au montant du b.)</b>	0,00
<b>2) Affectation en réserves R1068 en investissement (au minimum pour la couverture du besoin de financement diminué du 1)</b>	0,00
<b>3) Report en exploitation R 002</b> <b>Montant éventuellement et exceptionnellement reversé à la collectivité de rattachement (D 672) :200 000,00</b>	<b>364 676,12</b>

Le reversement à la collectivité de rattachement d'une partie de l'excédent est prévu.

## 4. Projet de BP 2026 / Vue d'ensemble

Les perspectives budgétaires pour l'année à venir s'annoncent particulièrement difficiles en raison de la contribution des collectivités au redressement des finances publiques.

	Exercice précédent				Exercice courant			
	Budget primitif	Budget voté	Total réalisé	% réalisé	Crédit de report (1)	Propositions nouv. crédits (2)	Total budget primitif (1) + (2)	% Total budget / Budget voté précédent
<b>Fonctionnement</b>								
Dépense	4 748 853,17	4 751 680,97	3 757 838,78	79,08		4 991 403,16	4 991 403,16	105,04
Recette	4 748 853,17	4 751 680,97	4 984 490,34	<b>104,90</b>		4 991 403,16	4 991 403,16	105,04
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 226 651,56</b>	<b>0,00</b>				
<b>Investissement</b>								
Dépense	5 208 491,33	6 291 138,92	3 516 125,79	55,89	365 586,50	3 065 506,91	3 431 093,41	54,54
Recette	5 208 491,33	6 291 138,92	3 914 040,36	62,22	21 190,80	3 409 902,61	3 431 093,41	54,54
<b>Total investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>397 914,57</b>	<b>0,00</b>	<b>-344 395,70</b>	<b>344 395,70</b>		
<b>Total DEPENSE</b>	<b>9 957 344,50</b>	<b>11 042 819,89</b>	<b>7 273 964,57</b>	<b>65,87</b>	<b>365 586,50</b>	<b>8 056 910,07</b>	<b>8 422 496,57</b>	<b>76,27</b>
<b>Total RECETTE</b>	<b>9 957 344,50</b>	<b>11 042 819,89</b>	<b>8 898 530,70</b>	<b>80,58</b>	<b>21 190,80</b>	<b>8 401 305,77</b>	<b>8 422 496,57</b>	<b>76,27</b>
<b>Total GENERAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 624 566,13</b>	<b>0,00</b>	<b>-344 395,70</b>	<b>344 395,70</b>		

**virement à la section d'investissement (autofinancement prévisionnel) :**

**1 338 343 €**

### Principales orientations

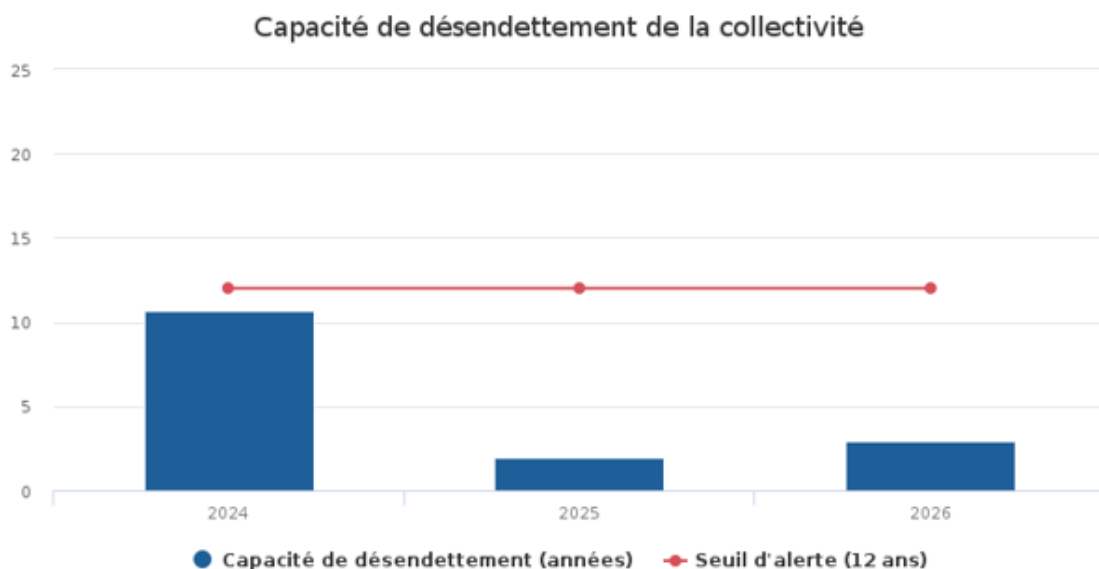
Maîtrise des dépenses de fonctionnement : charges à caractère général et dépenses de personnel proposées en baisse par rapport au voté 2025

Prévisions prudentes des recettes, notamment des dotations d'État et des recettes fiscales en raison de l'attente de l'adoption définitive de la loi de finances 2026 qui prévoit une faible revalorisation des bases (+ 0,8 %).

Autofinancement intégral des travaux de la RD 12 et de la route de Seloge

Reversement du résultat du budget annexe vers le budget principal pour préserver la capacité d'autofinancement de la commune: 200 000 euros

## 5. Etat de la dette au 31 décembre 2025



La capacité de désendettement du budget principal de la commune est évaluée à 1,93 en 2025 et 2,86 pour 2026, ce qui démontre que la dette est maîtrisée.

## 6. Etat de la dette au 31 décembre 2025

Capital restant dû : 2 290 180, 29 €

Capital emprunté	Capital restant dû	Organisme prêteur
200 000,00 €	10 000,19 €	Etablissement CREDIT AGRICOL...
1 000 000,00 €	348 122,38 €	Etablissement CREDIT AGRICOL...
700 000,00 €	595 000,00 €	CREDIT MUTUEL
200 000,00 €	80 391,04 €	ORGANISME Caisse des Dépôts ...
1 300 000,00 €	1 256 666,68 €	AGENCE FRANCE LOCALE ST

## 7. Autorisations de programme

AP 2020-01 : Révision du PLU

AP 2020-02 : Réhabilitation mairie annexe de Francin

AP 2020-03 : Développement commercial du centre bourg de Les marches

AP 2020-05 : Liaisons douces

AP 2022-06 : Transition écologique

n° AP	CP 2020 réalisé	CP 2021 réalisé	CP 2022 réalisé	CP 2023 réalisé	CP 2024 réalisé	CP 2025 réalisé	CP 2026 prévisionnel
AP_2020_01	3 695,04	39 791,20	28 920,00	34 086,00	4 680,00	20 000,00	5 500,00
AP_2020_02	1 194,00	52 711,19	233 210,02	1 209 402,25	701 761,52	175 870,00	
AP_2020_03	162 742,55	74 742,41	19 833,19	42 390,00	13 326,90	426 500,00	173 240,00 €
AP_2020_05	11 251,24	43 756,12	68 127,13	76 648,58	147 572,14	1 554 680,64	1 801 914,00 €
AP_2022_06	-	-	39 291,67	15 248,07	22 683,50	332 500,00	23 340,00 €